


Revue de presse 2021-2022







N°21

3 au 17 janvier 2022

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse
Les articles sont développés dans les pages suivantes

Les titres de la presse



Armement

-  1. Danish army tests the French ULTRO 4x4 UGV Unmanned Ground Vehicle from Nexter
-  2. Flying Eye livrera plusieurs centaines de drones au ministère des Armées
-  3. North Korea launches hypersonic missile in first major test this year
-  4. CENTURION : comment la DGA, Thales et Safran équipent le combattant de demain

International

-  5. Emeutes au Kazakhstan
-  6. Défense : face à la Chine, le Japon et l'Australie signent un accord historique
-  7. Milorad Dodik, chef sécessionniste de la Republika Srpska
-  8. Nigeria : des groupes armés ont fait plus de 140 morts dans une série d'attaques
-  9. Pour le ministre taïwanais des Affaires étrangères, la menace chinoise est "très sérieuse"
-  10. L'accord stratégique entre la Chine et l'Iran entre en vigueur
-  11. Ukraine/Russie : « Le risque d'un nouveau conflit est réel », estime le SG de l'Otan

Opérationnel

-  12. Mali : Les soldats français partis, les « instructeurs militaires » russes
-  13. Irak : l'armée américaine abat deux drones piégés qui visaient l'aéroport de Bagdad

Technologie

-  14. Google s'offre Siemplify pour muscler son offre de détection des cybermenaces

Armement (1/2)

1. Danish army tests the French ULTRO 4x4 UGV Unmanned Ground Vehicle from Nexter

Début janvier, le ministère de la Défense danois a communiqué sur les tests sur terrain (en cours) du Unmanned Ground Vehicle (UGV) ULTRO, produit par l'équipementier français Nexter. Les UGVs sont des véhicules de terrain autonomes.

L'ULTRO est un petit véhicule qui peut être télécommandé par un soldat mais qui peut aussi être utilisé en mode autonome, est équipé de capteurs thermaux et de luminosité et est un engin de transport de charges lourdes. L'objectif était d'alléger le soldat pour qu'il puisse se déplacer avec moins de contraintes, ce qui vaut à l'ULTRO l'appellation de "mule". Petit 4x4, il mesure quasiment deux mètres de long, 1.3m de large et 1.2 de haut. Il pèse 800 kg et peut supporter une charge de 600 kg. L'UGV de Nexter fonctionne sur batterie électrique et bénéficie d'une autonomie de 8 à 12 heures.

Censé accompagner les soldats sur le terrain, il peut atteindre une vitesse maximale de 18km/h. Il est muni de pneus non-pneumatiques fournis par Michelin lui permettant de passer au-dessus d'obstacles allant jusqu'à 40cm de hauteur. Si le concept de « mule » était le premier envisagé, l'ULTRO peut s'adapter à des missions de reconnaissance grâce à des modules supplémentaires : mât télescopique, différents capteurs, équipement de reconnaissance. Il peut également être utilisé pour évacuer des combattants blessés du champ de bataille.

L'achat de ces engins autonomes par le Danemark s'inscrit dans une démarche de renforcement des capacités militaires opérationnelles de l'armée danoise. Lancée en 2018 pour une durée de cinq ans (jusqu'en 2023), le Danemark a commencé les investissements dans ces systèmes dès les années 1990. Il entend aujourd'hui se familiariser avec ceux-ci, notamment avec les drones.

2. Flying Eye livrera plusieurs centaines de drones au ministère des Armées

La Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé) a sélectionné Flying Eye pour s'équiper de nano et micro-drones civils. Face à deux autres concurrents, c'est la PME valbonnaise (Alpes-Maritimes) qui a remporté l'appel d'offres à la fin de l'année 2021. Ces drones, dits civils, seront notamment utilisés en tant que plastrons pour l'entraînement dans le cadre de la lutte anti-drones.

Le ministère des Armées a déjà acheté 850 unités. Le montant du marché s'élève, pour le moment, à six millions d'euros sur quatre ans. Initialement, 500 drones devaient être commandés sur la première tranche du contrat. D'ores et déjà dépassés, ces chiffres soulignent l'importance de ces équipements et la nécessité de former les forces dessus. Le marché passé avec Flying Eye est très souple et a été pensé pour répondre aux demandes des forces, tant dans la rapidité que dans la diversité des modèles potentiels. L'achat de ces drones cibles permet donc d'apprendre à mieux appréhender la menace alors que les Jeux Olympiques 2024 approchent. Ils seront également des outils de la formation et l'entraînement des télépilotes. Avec ce marché supplémentaire, Flying Eye ajoute la DMAé à ses clients, qui comptaient déjà l'armée de Terre, la Marine Nationale, la Gendarmerie et la police fédérale belge.

Armement (2/2)

3. North Korea launches hypersonic missile in first major test this year

Depuis le début de l'année, la Corée du Nord a multiplié les essais de missiles. L'année passée, le régime totalitaire avait testé un missile sol-air avec succès. Le 6 janvier, l'agence d'informations nord-coréenne a annoncé avoir testé un missile, dit hypersonique, avec succès. Lancé depuis son territoire, il atteint une cible installée 700 km plus loin. A la différence des missiles balistiques, les missiles hypersoniques ont une trajectoire plus basse mais sont beaucoup plus rapides dans la mesure où ils peuvent atteindre les 6200km/h, l'équivalent de cinq fois la vitesse du son. Le test a été remarqué par plusieurs armées. Le 14 janvier encore, la Corée du Nord a affirmé avoir mené un autre lancement de missiles, portant au nombre de trois ces essais depuis le début de l'année 2022. Les médias d'Etat ont affirmé avoir envoyé deux missiles de courte portée (432 km) depuis un train. Notamment engagées sous le mandat du précédent président américain Donald Trump, les discussions concernant la dénucléarisation de la Corée du Nord sont au point mort.

4. CENTURION : comment la DGA, Thales et Safran équipent le combattant de demain

La question du combattant du futur ou du soldat augmenté s'est toujours posée dans les armées, que ce soit sur l'équipement individuel du combattant (protection, vision, armement), sur les futures menaces qu'il a à affronter (drones, etc.), ou encore sur l'environnement général du combat (urbain, etc.). Outre la prospective, la Direction générale de l'Armement (DGA) a lancé le programme Centurion ou cadre d'études de nouvelles technologies et nouveaux usages pour une rapide intégration au combattant, qui a abouti à un accord-cadre avec Safran et Thales. Ce cadre permet de mener des consultations afin de proposer des projets, scrutés notamment par un comité scientifique et technique composé de militaires, de membres de la base industrielle et technologique de défense (BITD) ou encore de cadres de l'Agence pour l'innovation de défense (AID). Ce dispositif, qui s'ouvre à d'autres acteurs, a abouti à ce jour à 19 projets menés par 24 entreprises et laboratoires de recherche différents. Cette façon de penser l'innovation se dirige ainsi vers les évolutions incrémentales, irriguant d'autres programmes, mais aussi à l'évolution attendue pour 2030 avec le futur Système Combattant Débarqué Scorpion (SCDS) qui remplacera le Fantassin à Équipements et Liaisons Intégrés (FELIN).

International (1/3)

5. Emeutes au Kazakhstan : 18 morts et plus de 700 blessés dans les rangs des forces de l'ordre, selon les autorités

La crise au Kazakhstan est en passe d'être résolue, mais à quel prix ? Après des manifestations le week-end du 1er janvier pour protester contre la hausse du prix du gaz, le tout a pris une ampleur inédite en se propageant à l'ensemble du pays, entraînant des émeutes, l'intervention de la police puis de l'armée, et même un appel à l'Organisation du traité de sécurité collective pour faire venir notamment des contingents russes, dans une opération de maintien de la paix. Cette organisation, créée en 2012, regroupe ainsi la Russie et cinq ex-républiques soviétiques dont le Kazakhstan. Au milieu de ces émeutes, la connexion internet a été coupée dans plusieurs grandes villes, et on compte plus de 150 morts et plusieurs milliers d'arrestations. La crise a également été politique : le président Tokaïev a parlé de tentative de coup d'Etat et de terrorisme, et un haut responsable du Conseil de sécurité du pays, proche de l'ex-président Nazarbaïev, a été arrêté pour haute trahison. Président entre 1990 et 2019 dans un pays accusé d'autoritarisme, Nazarbaïev conservait ainsi un poste au Conseil de sécurité nationale et une certaine influence, qui a semble-t-il été affaiblie par cette crise : il a ainsi quitté son poste au début des manifestations.

6. Défense : face à la Chine, le Japon et l'Australie signent un accord historique

L'Australie et le Japon ont signé un accord de coopération en matière de défense. Qualifié d'historique, il tend à renforcer les liens entre les deux pays dans un contexte d'importantes augmentations des tensions dans la région Indo-Pacifique, provoquées par l'excitation des velléités chinoises dans cette zone. L'Australie, déjà forte du partenariat AUKUS, conclu entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, poursuit sa dynamique de coopération. Ce nouvel accord permettra notamment d'organiser des exercices militaires conjoints avec les Etats-Unis. De plus, le Japon et l'Australie sont également membres, aux côtés des Etats-Unis et de l'Inde, d'un groupe informel appelé « Quad ». Ce dernier s'était aussi construit pour faire rempart à l'attitude chinoise en Indo-Pacifique et, surtout, pour protéger les voies maritimes de la région. Les deux premiers ministres, Scott Morrison (Australie) et Fumio Kishida (Japon), n'ont pas mentionné Pékin directement mais s'allient autour de la préservation de la paix, de la démocratie, des droits humains et souhaitent œuvrer pour un Indo-Pacifique sûr et stable. A la suite de cette annonce, le Ministre des Affaires Etrangères chinois a avancé qu'il était mieux que les Etats coopèrent plutôt que s'en prendre directement aux intérêts d'une tierce partie.

7. Milorad Dodik, chef sécessionniste de la Republika Srpska

Le dimanche 9 janvier a eu lieu le trentième anniversaire de la Republika Srpska, un événement célébré avec faste par les autorités de l'entité serbe en Bosnie-Herzégovine, alors qu'un processus sécessionniste avait été lancé le 10 décembre 2021 au parlement de la Republika Srpska. Lors de cet anniversaire qui a rassemblé des nationalistes russes et européens, une démonstration de force paramilitaire a eu lieu à Banja Luka en Bosnie-Herzégovine. Cette fête intervient à un moment où Milorad Dodik a fait voter des lois menaçant de sortir la République serbe - l'une des deux entités du pays dans le cadre de l'accord de paix de Dayton - des institutions bosniennes communes. Ces lois votées le 10 décembre prendront effet le 10 juin 2022.

Dans ce contexte, Milorad Dodik, dirigeant nationaliste et sécessionniste des Serbes de Bosnie, a été sanctionné par les Etats-Unis qui ont pris des mesures punitives visant selon le Trésor américain les « activités corrompues déstabilisatrices » de cet homme politique. Il est actuellement membre de la présidence collégiale de Bosnie, et compte une chaîne de télévision « sous son contrôle », Alternativna Televizija, dont le siège est à Banja Luka, chef-lieu de l'entité serbe. En outre, l'Allemagne a engagé en novembre 2021 une procédure européenne pour sanctionner la politique sécessionniste des dirigeants de Republika Srpska, et la Commission européenne a laissé entendre le jeudi 6 janvier 2022 qu'une importante réduction de son aide financière à la Bosnie-Herzégovine pourrait être décidée.

8. Nigeria : des groupes armés ont fait plus de 140 morts dans une série d'attaques, selon des habitants

Le 5 et le 6 janvier dernier, le nord-ouest du Nigeria a été frappé par des attaques de groupes criminels récemment qualifiés de terroristes par les autorités nigériennes. Depuis des années, ils opèrent en pillant, brûlant des maisons et en enlevant des personnes, principalement des écoliers. Durant ces attaques, 200 personnes ont péri, certaines sont toujours portées disparues et 10 000 personnes se sont retrouvées sans abri. L'un des chefs de village attaqués, Balarabe Alhaji, rapporte à l'AFP qu'au total, 143 personnes ont été tuées. D'après un analyste en sécurité nigérian les attaques, qui sont survenues dernièrement seraient en réalité une riposte aux opérations militaires visant à les déloger de leur fief dans l'Etat de Zamfara.

9. Pour le ministre taïwanais des Affaires étrangères, la menace chinoise est « très sérieuse »

Depuis plusieurs mois, la tension s'accroît en Asie du sud-est. Pendant les exercices de tir de la Corée du Nord et les velléités expansionnistes de la République populaire de Chine en Mer de Chine du sud, et pendant qu'Hong Kong est mise de plus en plus sous pression, la République de Chine aussi appelée Taïwan est au centre des tensions. Alliée aux Américains, avec qui elle organise des exercices militaires annuels et qui patrouillent dans le secteur, elle est aussi pour la Chine un territoire chinois. A la fin de l'année 2021, de nombreux exercices chinois se sont tenus parfois en violation de l'espace aérien taïwanais et les discours politiques de haut niveau ont tenu à rappeler le lien entre les deux Etats. Le ministre des Affaires étrangères de Taïwan a d'ailleurs déclaré récemment que la menace militaire chinoise reste « très sérieuse ».

10. L'accord stratégique entre la Chine et l'Iran entre en vigueur

Depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou JCPOA en mai 2018, la République islamique d'Iran a été remis au ban de la communauté internationale, notamment en termes d'échanges économiques. Malgré tout, elle reste une puissance régionale importante : des factions pro-iraniennes se retrouvent au Proche et Moyen-Orient, du Yémen au Liban en passant par l'Irak, la rivalité avec l'Arabie Saoudite se fait très vive notamment sur le sujet yéménite, et des incidents sont fréquents sur les routes maritimes du secteur, du Golfe arabe au Golfe d'Aden, tandis que le programme nucléaire iranien semble continuer. De l'autre côté du spectre, la Chine procède depuis plusieurs années à une stratégie d'expansion diplomatique et économique avec les Nouvelles Routes de la Soie, face à l'étranglement qu'elle dénonce par le biais d'alliances comme AUKUS et les liens anglo-saxons avec la Corée du Sud, le Japon et Taïwan sur son flanc est. A ce titre, la Chine et l'Iran viennent de signer un accord stratégique de 25 ans pour renforcer la coopération politique et économique entre les deux pays. L'Iran est également en train de négocier un accord avec la Russie, qui dénonce également l'expansion de l'OTAN sur son flanc ouest.

11. Ukraine/Russie : « Le risque d'un nouveau conflit est réel », estime le secrétaire général de l'Otan

Depuis plusieurs mois, l'Ukraine accuse la Russie de réaliser des mouvements de troupes près de sa frontière. Depuis que la Russie a récupéré la Crimée en 2014, l'Ukraine est encore mobilisée à ce jour contre des groupes séparatistes dans le Donbass. Cette fois, les tensions ont atteint un nouveau point culminant : la Russie a ainsi ouvert des discussions avec les Etats-Unis et l'OTAN sur la sécurité en Europe, protestant contre l'élargissement de l'OTAN depuis la fin des années 1990, là où les pays occidentaux accusent la Russie de préparer une invasion de l'Ukraine. En tout état de cause, l'Ukraine ne fait pas pour le moment partie de l'OTAN, et l'alliance militaire ne pourrait pas répondre à une agression russe. Le président américain a malgré tout assuré à son homologue ukrainien qu'il réagirait en cas d'agression armée.

Opérationnel

12. Mali : Les soldats français partis, les « instructeurs militaires » russes sont arrivés à Tombouctou

A l'heure où les troupes françaises se retirent de façon progressive du Nord-Mali dans le cadre de la réorganisation de l'opération Barkhane, la présence d'instructeurs russes de la société Wagner et leur possible lien avec la Fédération de Russie continue d'interroger. Selon la presse, le déploiement de ces instructeurs a été effectué sur plusieurs semaines entre décembre 2021 et janvier 2022 au niveau de la base de Tombouctou (nord) récemment quittée par les forces françaises. Le nombre de ces instructeurs s'élèverait à plusieurs dizaines à Tombouctou et environ 400 dans tout le pays, selon un responsable militaire malien, qui a également précisé qu'il s'agissait de formateurs chargés d'assurer une sorte de service après-vente d'équipements de facture russe. En outre, le spécialiste des mouvements jihadistes, Wassim Nasr, a précisé que les instructeurs russes basés à Tombouctou sont au nombre de 50 et vivent dans les baraquements de l'armée de l'air malienne et non dans les baraquements français.

Néanmoins, cette situation n'a pas manqué de susciter de vives réactions en France et au sein de l'Europe dont certains Etats ont mis en garde les autorités maliennes contre tout déploiement de mercenaires de la société de sécurité privée russe Wagner. Du côté malien, Bamako assure que les soldats russes basés au Mali sont des troupes régulières déployées dans le cadre d'un accord de défense bilatéral, en vertu duquel Moscou a également fourni du matériel à l'armée malienne. Par ailleurs, un reportage réalisé par France 2 en novembre 2021 montre l'inquiétude des habitants de Tombouctou quant au retrait des troupes françaises au Nord-Mali, alors qu'une manifestation avait eu lieu en mai 2021 à Bamako en faveur d'une coopération entre le Mali et la Russie.

13. Irak : l'armée américaine abat deux drones piégés qui visaient l'aéroport de Bagdad

Le 3 janvier 2022, les militaires américains ont abattu deux drones piégés destinés à commettre un attentat à l'aéroport de Bagdad. Cette attaque survient pour le deuxième anniversaire de la mort du général iranien Quassem Soleimani, haut-responsable de l'armée, et Abou Medhi, numéro deux de la coalition de factions armées pro-iraniennes Hachd al-Chabani, tués sur requête du président Donald Trump lors d'une attaque de drone sur la route de l'aéroport international de Kaboul. Un drone est marqué « opérations de vengeance des commandants » comme le souligne une source de AFP. Les autorités locales ont ouvert une enquête. Les attaques de lance roquettes de factions irakiennes pro-iraniennes à l'encontre des américains n'ont pas cessé ces derniers mois.

Technologie

14. Google s'offre la pépite israélienne Siemplify pour muscler son offre de détection des cybermenaces

Google Cloud, plateforme de cloud computing développée et gérée par la maison mère Google, a acquis Siemplify, une start-up israélienne. Fondée en 2015 par Amos Stern, Alon Cohen et Garry Fatakhov, elle a mis au point une plateforme SOAR (Security Orchestration, Automation and Response). L'objectif étant de limiter les incidents de sécurité informatique, Siemplify est capable de surveiller les flux d'informations, de détecter les menaces et de déclencher des réponses automatisées pour les contrer. Cela permet aux équipes de cybersécurité de mieux gérer les risques d'une part, et de réduire les coûts relatifs au traitement des menaces d'autre part. En mai 2019, Siemplify était estimée à 58 millions de dollars et comptaient des groupes tels que Georgian, G20 Ventures ou 83North parmi ses investisseurs, ainsi que des particuliers. Le rachat par Google Cloud est estimé à 500 millions de dollars. Les équipes de Siemplify, dont le siège social est désormais à New York, vont rejoindre l'équipe sécurité de Google Cloud. Cette acquisition illustre parfaitement l'importante augmentation des cybermenaces et attaques contre lesquelles Etats, entreprises et particuliers doivent se prémunir. Si de réels efforts sont faits pour la protection informatique aujourd'hui, c'est parce que le cyberspace a fait émergé un nouvel espace de conflictualités et est, d'ores et déjà, un véritable game changer dans les conflits.